



L'HEURE DU BILAN

Le cycle électoral 2022 vient de s'achever dans la Fonction Publique. L'heure est donc aux analyses. Malgré un effritement certain, la CGT reste première organisation syndicale de la Fonction Publique grâce surtout à la Fonction Publique Territoriale et à la Fonction Publique Hospitalière. À la DGFIP, la CGT reste largement deuxième organisation syndicale malgré tout. En Loire-Atlantique, si la CGT regagne un siège au SRE, elle en perd un au CSAL de la Drfip. Ce bilan mitigé doit interroger notre syndicalisme non pas pour remettre en cause nos convictions et nos valeurs mais pour analyser ce qui se passe. Contrairement à d'autres organisations syndicales qui passent leur temps à clamer leur « indépendance » politique, la CGT se caractérise par son implication sur les sujets de société qui dépassent le seul cadre du lieu de travail. C'est ce que l'on appelle **la double besogne** syndicale telle qu'énoncée par la Charte d'Amiens : d'un côté, lutter pour l'accroissement du mieux être des travailleurs, de l'autre, lutter pour la transformation de la société par le biais du syndicat.

En ces temps d'hégémonie (médiatique) des idées réactionnaires, où le libéralisme ravage les cerveaux (souvent à l'insu même des intéressé.es), nous continuerons les luttes pour l'émancipation, au travail et en dehors du travail. Bref, retournons sur le terrain, avec vous.

ABSTENTION, PIÈGE À CONS ?

Le fait saillant des dernières élections professionnelles reste la nouvelle progression de l'abstention. À l'identique de la désaffection pour les scrutins politiques, les scrutins professionnels voient le taux de participation s'affaïsser. Pour la Fonction Publique, le taux de participation est en recul de 6,1 points par rapport à 2018. Pour le versant État, seuls 44,9 % des salarié.es ont voté. La DGFIP résiste mieux avec encore 70 % de votant.es mais le déclin est identique. Les difficultés liées au vote électronique n'expliquent pas à elles seules ce recul. La fin du dialogue social et le laminage des CAP de proximité peuvent laisser penser aux fonctionnaires que le vote pour les instances représentatives ne sert plus à grand-chose. C'est aussi un symptôme du recul du collectif de travail et donc du repli sur soi. On pense de plus en plus « Je » plutôt que « Nous ». Et cela conduit à accélérer l'affaiblissement des contrepouvoirs au travail. Il faut prendre conscience rapidement que la défense individuelle n'est rien sans défense collective. Que tous les reculs subis ces dernières années viennent justement de notre incapacité à réagir fortement collectivement. A force de baisser les bras,

d'avoir peur ou de refuser de s'engager, nous allons perdre encore beaucoup. Il n'est jamais trop tard, rappelons-nous que **seule la lutte paye !**

HOLD UP SUR NOS RETRAITES

73% des français.es situent l'âge idéal de départ en retraite à 62 ans ou moins. Ils et elles savent que travailler plus longtemps n'est pas possible : L'espérance



de vie en bonne santé était de 63,7 ans pour les hommes et de 64,6 ans pour les femmes en 2019. Seuls 38 % des personnes de plus de 60 ans sont encore en emploi. Le gouvernement prétend que le système des retraites va s'effondrer si on n'augmente pas l'âge de la retraite très rapidement. Or le conseil

d'orientation des retraites (COR) vient de publier un rapport qui indique qu'aujourd'hui les comptes des retraites sont excédentaires et qu'à long terme les dépenses de retraites seront stables ou en diminution.

Le gouvernement s'empresse de réformer les retraites, car il s'est engagé auprès de la commission européenne sur des économies de dépenses publiques. Il cherche d'un côté à **supprimer les "impôts de production" des grandes entreprises pour un montant de 10 milliards d'euros, et entend réformer les retraites pour combler un déficit du même montant.**

Rappelons qu'en 2021 ce sont 150 milliards d'aides publiques, soit 30 % du budget de l'État qui a été engouffré dans ces dépenses, alors que les salaires stagnent et que les profits décollent.

LE PÈRE NOËL EST UN ESCROC

Cruelle désillusion pour les retraité.es Finances 44 qui ont participé au repas de Noël organisé par le CDAS. Alors que le moment se voulait festif, les avanies se sont cumulées : une salle mal chauffée et bruyante, un service en sous-effectif, de la nourriture à peine décongelée, du vin rationné, un animateur très intermittent et un seul WC pour tout le monde. Bref un fiasco. Vu la tarification de l'évènement (85 € avant participation de l'Action Sociale selon quotient), cela ressemble fort à une escroquerie !